

IMMIGRÉS À LA PLONGE, OU CHEFS?

Faciliter l'obtention de papiers pour les étrangers afin de résoudre les difficultés d'embauches de l'hôtellerie-restauration est une illusion. Et les immigrés sont capables d'occuper des emplois qualifiés.

« Les restaurateurs et les hôteliers sont dans les starting-blocks, explique Didier Chenet, le président du Groupement national des indépendants de l'hôtellerie et de la restauration. On attend maintenant du gouvernement qu'il donne des papiers aux étrangers sans papiers. La formation, le boulot, on est là pour les fournir. » Et donc, voilà : les hôtels et les restaurants vont pouvoir recruter des personnes prêtes à tout pour bosser, leur permettant par là même de survivre dans la misère, euh, pardon, de s'intégrer à la société française. Évidemment, il y aurait une autre solution, trop simple sans doute pour que quelqu'un y pense : de meilleurs salaires, des horaires aménagés, de la formation et des progressions de carrière. Mais c'est marqué Le Balto, pas abbé Pierre, ne pas confondre !

Malheureusement, il nous est difficile de faire confiance aux patrons de la restauration, qui nous volent l'équivalent de cinq hôpitaux par an pour leur seul bénéfice. En effet, à force de lobbying, ils ont obtenu une très forte baisse de la TVA payée par les clients, celle-ci étant passée de 19,6 % à 5,5 %, coûtant 2,5 milliards d'euros par an à l'État. Même si ce taux a été progressivement relevé depuis à 10 %, ni les créations d'emplois promises par les patrons ni les baisses de prix dont devaient bénéficier les consommateurs n'ont été au rendez-vous. Ainsi, la baisse de fiscalité a été tellement forte et les créations d'emplois tellement minuscules que l'on arrive, sans rire, à des évaluations de 200 000 euros par emploi créé !

Enfin, les patrons s'étaient engagés à augmenter les salaires, ce qu'ils n'ont pas fait non plus. Mais il est vrai que, dans de nombreux cas, c'est impossible. On est donc coincés. Mais pourquoi ? Parce qu'un grand nombre d'hôtels et, plus encore, de petits restos ne sont tout simplement pas rentables, et auraient déjà mis la clé sous la porte depuis longtemps s'ils ne pratiquaient pas le travail au noir (ah ! le plongeur pakistanais sans papiers au fond de la cuisine...) et l'évasion fiscale.

En vérité, s'il y avait quelqu'un au gouvernement qui se préoccupait du développement de ce pays, il ne chercherait pas à accroître le nombre de plongeurs et de serveuses, qui ne sont pas les emplois les plus

épanouissants du monde. Ce mythe des petites entreprises créatrices d'emplois est certes bon pour Jean-Pierre Pernaut, mais quel sens a-t-il dans un pays où 80 % des jeunes ont le bac, ce qui signifie qu'au moins la moitié d'entre eux savent lire ?

Non, ainsi qu'en font la preuve les pays scandinaves, l'emploi de qualité se trouve dans la recherche, l'enseignement, la santé et l'action sociale. Les rattraper dans tous ces domaines permettrait de créer 1 million d'emplois de qualité, bien loin des 100 000 emplois proclamés vacants par les patrons d'hôtel et de restaurant. Et ce serait nécessaire si le discours sur la « start-up nation » était une vraie politique nationale d'innovation, et pas juste un baratin creux justifiant tous les reculs sociaux au nom de leur appartenance à « l'ancien monde ».

Et ne vous inquiétez pas : cet emploi de qualité serait loin de pénaliser les immigrés. En effet, 37 % des Roumains ou 43 % des Chinois entrant en France sont diplômés du supérieur, contre seulement 27 % de l'ensemble des adultes français, de quoi nous faire fermer notre grande gueule. Et, chez les Marocains, Algériens et Tunisiens, le taux est de l'ordre de 20 %². De même, les migrants venus du Mali qui arrivent en Europe, souvent pris pour des paysans illettrés, sont issus la plupart du temps des classes moyenne ou supérieure de leur pays, car quitter son pays est terriblement difficile et nécessite de nombreuses ressources sociales, financières et intellectuelles.

Cessons donc de prendre les immigrés pour des imbéciles tout juste bons à nous servir le café le matin en faisant la gueule parce qu'ils ont un boulot de merde sans perspective. Et aidons-les à devenir les cadres épanouis de demain dont nous avons besoin pour une économie véritablement performante.

Jacques Littauer

1. « Il manque environ 1 million d'emplois publics et associatifs pour répondre à des besoins sociaux urgents », de Jean Gadrey (*Alternatives économiques*, 4 février 2018).

2. « Certains groupes d'immigrés sont plus diplômés que la population française en général », de Maryline Baumard (*Le Monde*, 15 février 2017).

